



Éléments essentiels au bon fonctionnement d'un système de santé

Un système de santé qui fonctionne bien répond de manière équilibrée aux besoins et aux attentes d'une population :

- en améliorant l'état de santé des personnes, des familles et des communautés
- en défendant la population contre les menaces pour sa santé
- en protégeant les personnes des conséquences financières de la maladie
- en assurant un accès équitable à des soins centrés sur la personne
- en permettant aux gens de prendre part aux décisions qui touchent à leur santé et au système de santé.

Sans politiques solides et un « leadership » fort, les systèmes de santé ne répondent pas spontanément de façon équilibrée à ces besoins et attentes et n'utilisent pas non plus leurs ressources de manière optimale. Comme le savent la plupart des responsables dans le domaine de la santé, les systèmes de santé sont soumis à des forces et des influences puissantes et contradictoires, souvent au détriment d'une élaboration rationnelle des politiques. Par exemple, les soins curatifs spécialisés ont une importance disproportionnée, on constate une multiplication de programmes, de projets et d'institutions concurrents et on assiste à une commercialisation généralisée des soins de santé dans des systèmes mal réglementés. Pour maintenir les systèmes de santé sur la bonne voie, il faut avoir un sens aigu de la direction et investir de manière cohérente dans les divers éléments constitutifs d'un système de santé, afin de fournir le type de services qui permettent d'obtenir les résultats escomptés.

Leadership et gouvernance

Dans chaque pays, l'exercice du leadership et de la gouvernance est déterminé par le contexte et l'histoire mais on peut définir des éléments généraux d'une bonne pratique, par exemple :

- Veiller à ce que les autorités sanitaires se chargent de diriger l'ensemble du secteur de la santé (pas seulement la prestation de services dans le secteur public), soient prêtes à faire face à des difficultés futures (y compris à des événements imprévus ou à des catastrophes) et soient en mesure de régler les problèmes actuels ;
- Définir, dans le cadre de processus transparents et participatifs, des politiques, une stratégie et un plan sanitaire national qui déterminent une orientation claire pour le secteur de la santé :
 - en formulant un engagement du pays en faveur de buts politiques de haut niveau (équité en matière de santé, priorité à une approche centrée sur la personne, politiques de santé publique rationnelles, gouvernance efficace et redevable)
 - en mettant au point une stratégie qui permette de traduire à travers des lignes directrices, des plans et des cibles pertinents, les implications de ces buts au plan du financement, des ressources humaines, des produits pharmaceutiques, de la technologie, de l'infrastructure et de la prestation des services
 - en créant des mécanismes de redevabilité et d'adaptation à l'évolution des besoins ;
- Assurer une réglementation efficace grâce à un ensemble de lignes directrices, de mandats et de mesures incitatives qui s'appuient sur des mesures juridiques et des mécanismes d'application ;
- Instaurer un dialogue politique efficace avec d'autres secteurs ;
- Mettre en place des mécanismes et des dispositifs institutionnels pour que le financement apporté par les donateurs soit canalisé et corresponde aux priorités du pays.

Systèmes d'information sanitaire

Une bonne gouvernance n'est possible que si l'on dispose d'informations de qualité sur les problèmes de santé, sur le contexte dans lequel le système de santé fonctionne et sur l'efficacité de ce dernier. Il faut notamment disposer, en temps voulu, d'informations :

- sur les progrès accomplis dans la résolution des problèmes de santé et l'atteinte des objectifs sociaux (en particulier l'équité), que l'on obtiendra notamment, mais pas seulement, par le biais d'enquêtes auprès des ménages, de l'état civil et de la surveillance épidémiologique ;
- sur le financement de la santé, que l'on obtiendra notamment par le biais des comptes nationaux de la santé et d'une analyse des dépenses catastrophiques et des obstacles financiers et autres à l'accès des pauvres et des personnes vulnérables aux services de santé ;
- sur les besoins en ressources humaines pour la santé et leur évolution ; sur la consommation de produits pharmaceutiques et l'accès à ces produits ; sur l'intérêt et le coût des technologies ; sur la répartition et la pertinence des infrastructures ;
- sur l'accès aux soins et la qualité des services fournis.

Plusieurs mécanismes institutionnels sont nécessaires pour y parvenir :

- Un plan national de suivi et d'évaluation comportant des indicateurs de base (et des cibles) ainsi que des dispositions concernant le recueil, la gestion, l'analyse, la communication et l'utilisation des données
- Un système rendant les informations accessibles à toutes les parties prenantes, y compris les communautés, la société civile, les professionnels de la santé et les hommes politiques.

Financement de la santé

Le financement de la santé peut être un instrument de politique essentiel pour améliorer la santé et réduire les inégalités sanitaires, s'il a avant tout pour objectif de faciliter la couverture universelle en supprimant les obstacles financiers à l'accès aux soins et en évitant aux patients d'être confrontés à des difficultés financières et des dépenses catastrophiques. On parviendra plus facilement à ce résultat :

- en mettant en place un système afin d'obtenir, équitablement, assez de fonds pour la santé;

- en instaurant un système permettant de mettre en commun les ressources de différents groupes de la population afin de partager les risques financiers ;
- en mettant en place un système de gouvernance du financement qui s'appuie sur une législation pertinente, un audit financier et un examen des dépenses publiques, ainsi que des règles opérationnelles claires pour garantir une utilisation efficace des fonds.

Ressources humaines pour la santé

Les personnels soignants sont essentiels pour la santé de la population. Des soignants efficaces sont des soignants qui répondent aux besoins et aux attentes des gens, qui sont équitables et qui parviennent à obtenir les meilleurs résultats possibles compte tenu des ressources disponibles et des circonstances. Le développement des personnels de santé n'est pas le même dans tous les pays mais partout il faut améliorer le recrutement, l'éducation, la formation ainsi que la répartition, la productivité, la performance et la fidélisation. Cela suppose :

- de prendre des dispositions pour avoir, dans les bonnes proportions (nombre, diversité et compétences), des effectifs suffisants dans les différentes catégories de personnel ;
- de mettre en place des systèmes de paiement prévoyant des mesures incitatives pertinentes ;
- de créer des mécanismes réglementaires afin d'assurer, dans l'ensemble du système, un déploiement et une répartition du personnel conformes aux besoins
- de définir des normes relatives à l'emploi, de déployer des systèmes d'appui et de créer des environnements propices au travail ;
- de mettre en place des mécanismes afin que toutes les parties prenantes (groupes consultatifs d'agents de santé, groupes de coordination des donateurs, secteur privé, associations professionnelles, communautés, groupes de patients/consommateurs) coopèrent.

Produits et technologies médicaux essentiels

L'accès universel aux soins dépend essentiellement de l'accès à des médicaments essentiels, des vaccins et des outils de diagnostic abordables, ainsi qu'à des technologies sanitaires de qualité garantie, utilisés de manière scientifiquement rationnelle et rentable. Du point de vue économique, les produits médicaux constituent, dans la plupart des cas, le deuxième poste budgétaire le plus important (après les salaires) et le principal

poste de dépenses privées en santé dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les éléments suivants sont indispensables pour le fonctionnement d'un système assurant l'accès à ces intrants :

- Un système de réglementation des produits médicaux couvrant les autorisations de mise sur le marché et le contrôle de l'innocuité, qui s'appuie sur une législation pertinente, des mécanismes d'application, un organisme d'inspection et la possibilité d'accéder à un laboratoire de contrôle de la qualité des produits médicaux.
- Des listes nationales de médicaments essentiels, des protocoles nationaux de diagnostic et de traitement et du matériel standardisé pour chaque niveau de soins, afin d'orienter les achats, les remboursements et la formation.
- Un système d'approvisionnement et de distribution qui garantisse l'accès universel à des produits médicaux et des technologies sanitaires essentiels, par des moyens publics et privés, et qui privilégie les pauvres et les personnes défavorisées.
- Un système national de contrôle des prix et de la disponibilité des produits médicaux.
- Un programme national favorisant la prescription rationnelle.

Prestation des services

L'efficacité d'un système de santé se mesure à l'efficacité des services qu'il offre, lesquels dépendent :

- de l'existence de réseaux de soins de proximité responsables pour des populations définies et appuyés, dans le cadre de districts sanitaires ou de systèmes locaux de santé, par des services spécialisés et hospitaliers ;
- de l'offre de paquets de prestations couvrant un éventail complet et intégré d'interventions cliniques et de santé publique qui répondent à l'ensemble des problèmes de santé de la population, y compris ceux visés par les objectifs du Millénaire pour le développement ;
- de l'existence de normes et de lignes directrices pour assurer l'accès aux services offrant des soins caractérisé par ces dimensions essentielles de la qualité : innocuité, efficacité, intégration, continuité et soins centrés sur la personne
- de l'existence de mécanismes qui assurent que les prestataires soient redevables concernant l'accès et la qualité et que les usagers puissent faire entendre leur voix.

OMS, mai 2010